

# Les clés de la compétitivité

Rencontre avec Stéphane Garelli, directeur du World Competitiveness Yearbook



Photo: Didier Sylvestre

Pour Stéphane Garelli, dans le contexte actuel, en zone euro, la relance de la consommation serait préférable à l'austérité

Pour lui, agir sur cinq leviers permet à une économie de se refaire une compétitivité. Mais les Etats le peuvent-ils encore?

Le classement annuel de compétitivité publié en mars par l'IMD constitue désormais un indicateur incontournable pour apprécier la situation compétitivité d'un pays. De visite au Luxembourg à l'invitation de la BIL, l'occasion était belle de demander à son géniteur quelles étaient les recettes permettant à un pays de s'en sortir dans l'actuelle compétition économique.

Pour lui, le pays qui veut s'en sortir doit présenter cinq caractéristiques. D'abord avoir de la discipline fiscale. Ensuite, il faut une forte position positive sur la balance des comptes courants.

Autrement dit vendre des biens et services à l'étranger, de préférence hors de la zone euro afin de profiter de l'essor économique des pays émergents.

Troisièmement, il faut diversifier son économie. «*Et au Luxembourg, sur ce point, vous n'êtes pas bons*», lâche-t-il.

Quatrièmement, il faut posséder un réseau de PME performantes à l'exportation. Pour lui, ce sont les PME, plus que les grandes entreprises, qui maintiennent le terreau industriel et social.

Dernier point, et non des moindres, la maîtrise d'un secteur industriel. «*Il y a un équilibre production-service à respecter.*»

Des recettes simples mais pas toujours aisées à appliquer, notamment pour des petits pays dont le principal problème actuel consiste à continuer à exister alors que leur environnement tend à s'écrouler, ce qui renforce les pressions émanant de grands pays.

Il plaide, conscient des limites de sa proposition, pour une alliance des petits pays au sein des instances internationales.

## Changement de rôle

Mais les grands pays de l'OCDE ont-ils plus de facilités? Pas sûr.

Dans un contexte où les Etats de l'OCDE cumulent déficits (cumulés, ils sont estimés à 2.600 milliards de dollars), dettes (27.000 milliards de dollars) et besoin de financement (10.500 milliards de dollars), leur marge de manœuvre diminuent. «*Et leur rôle change*», estime Stéphane Garelli.

Ce qui, en Europe, où l'Etat reste le recours ultime, va à terme bouleverser les habitudes.

Une fois qu'ils auront avoué leur impuissance, il ne leur restera plus qu'à gérer la déstabilisation sociale à l'instar de ce qui se passe en Grèce. Une analyse loin d'être réjouissante mais qui éclaire quelque peu les attermoissements des gouvernements dans des dossiers comme ceux d'ArcelorMittal ou de Cargolux.

Pour remédier à cela, Stéphane Garelli plaide pour une relance de la consommation. Pour lui, les actuelles politiques d'austérité sont improductives et dangereuses. Ce qui, à court terme, n'est pas forcément compatible avec la rigueur budgétaire...

MARC FASSONE